

Horizon rural

Hiver 2005

ÉQUIPE RURALE DU QUÉBEC

Appuyer le développement des collectivités rurales, voilà la mission que s'est donnée l'Équipe rurale du Québec depuis sa formation en 1998. Cette équipe est constituée de représentants provenant d'une vingtaine de ministères et d'organismes fédéraux ainsi que de représentants d'organisations clés qui s'occupent de dossiers ruraux au Québec (Solidarité rurale du Québec, Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), Table de concertation des Forums jeunesse régionaux du Québec).

Le travail de l'Équipe rurale du Québec consiste à créer des partenariats qui permettront de mobiliser les intervenants des différentes régions de la province pour s'occuper de questions touchant les collectivités rurales. L'Équipe diffuse également des renseignements sur les programmes et services offerts en milieu rural et entretient le dialogue avec les ruraux afin de mieux cerner leurs préoccupations locales et régionales.

On compte parmi les plus récentes réalisations de l'Équipe, l'organisation de quatre événements Action Collectivité, permettant ainsi à des centaines d'organismes communautaires d'en apprendre davantage sur les programmes et services offerts par le gouvernement du Canada et d'échanger sur des problématiques propres à leur région afin d'aider les collectivités à se développer. Le plus récent de ces événements s'est tenu dans la région de Lanaudière le 18 novembre dernier et a réuni une centaine de représentants d'organismes de développement communautaire et social pour discuter de thèmes jugés prioritaires au développement de leur région. Un comité a, par la suite, été créé pour voir à ce que des mesures concrètes soient prises afin de donner suite aux questions soulevées lors de cet événement, organisé en collaboration avec la Table des partenaires du développement social Lanaudière, les SADC de Lanaudière et Ressources humaines et Développement des compétences Canada.

Pour de plus amples renseignements à propos de l'Équipe rurale du Québec, visitez notre site Internet à l'adresse www.rural.gc.ca.

Troisième édition de la Foire des villages : opération grande séduction !

Près d'une soixantaine de MRC rurales se sont installées au Marché Bonsecours de Montréal, pour quelques jours, afin de séduire les Montréalais qui souhaitent s'établir à la campagne. Solidarité rurale du Québec y présentait, du 4 au 6 février 2005, la troisième édition de la Foire des villages, une occasion privilégiée pour les MRC de toutes les régions du Québec de montrer ce qu'elles ont à offrir afin de promouvoir la migration en milieu rural.

Une fois de plus, les urbains ont répondu en grand nombre à l'invitation lancée par les régions rurales du Québec. Plus de 4 000 visiteurs ont participé aux différentes activités inscrites au programme. La Place des projets présentait les emplois disponibles dans les régions rurales et d'autres occasions d'affaires, la Place des villages mettait en scène de nombreux artistes régionaux et le Magasin général étalait ses produits du terroir alors que le Centre de conférences faisait découvrir aux urbains la vie en milieu rural.

Certains visiteurs ont également assisté au symposium organisé par Solidarité rurale du Québec, portant sur le phénomène de la migration des urbains en milieu rural. Cette étude, financée par le gouvernement du Canada, permet de mieux comprendre la motivation des urbains à s'établir en région ainsi que de cerner les conditions favorables pour accueillir les nouveaux arrivants dans les communautés rurales et les persuader d'y rester. C'est avec grand plaisir que l'honorable Wayne Easter, secrétaire parlementaire au développement rural, a participé à la cérémonie d'ouverture officielle de cet événement unique qui permet d'ériger des ponts entre le Canada rural et urbain. « La capacité d'attirer des Canadiens urbains dans les régions rurales du pays et de les aider à mieux comprendre les problèmes et les préoccupations du milieu rural figure en tête de liste de mes priorités à titre de secrétaire parlementaire au développement rural », a mentionné M. Easter.

Comme l'a indiqué le président et fondateur de Solidarité rurale du Québec, M. Jacques Proulx : « Quand nous avons lancé l'idée de la Foire en 2001, plusieurs nous ont regardés d'un drôle d'œil. Aujourd'hui, plusieurs s'accordent à dire que la vie à la campagne est un mode de vie moderne dont la popularité grandit, et nombreux sont les gens de la ville qui souhaitent migrer vers le milieu rural pour y travailler, y élever leurs enfants, y vivre dans un cadre différent ! ». Sous le thème « Pour changer d'air », la Foire des villages a une fois de plus offert aux urbains en quête de changement la possibilité de visiter un marché public des villages à habiter au Québec.



L'honorable Wayne Easter, secrétaire parlementaire au développement rural

dans ce numéro

- Équipe rurale du Québec
- Troisième édition de la Foire des villages: opération grande séduction! 1
- Diversité et confiance: deux valeurs essentielles au développement rural
- Les Canadiens vivant en milieu rural donnent leur point de vue à Red Deer 2
- Projet Harmonie inter-communauté
- Partenariat innovation forêt 3
- L'économie sociale: une priorité pour le gouvernement du Canada
- Les CRHC-E ouvriront bientôt leurs portes 4

La troisième
Conférence
rurale
nationale

Diversité et confiance : deux valeurs essentielles au développement rural

Les communautés rurales doivent comprendre que la diversité culturelle et la confiance sont garantes de leur futur, a affirmé l'ancienne mairesse de Red Deer, Mme Gail Surkan, lors de la troisième Conférence rurale nationale.

« À un moment ou à un autre [de la conférence], vous traiterez de l'importance de l'immigration vers les communautés rurales », a mentionné Mme Surkan.

« S'il est vrai que notre avenir dépend en partie de l'immigration, les valeurs d'inclusivité et de respect de la diversité que nous développons figureront parmi les plus puissants outils de développement économique et social que nous puissions posséder ».

Mme Surkan a précisé que les collectivités rurales ont toujours été inclusives, mais également très homogènes.

« Elles (les collectivités rurales) n'ont pas réellement eu à composer avec la diversité sociale et culturelle. Pourtant, l'avenir de nos collectivités rurales dépend de notre capacité à embrasser la diversité - à favoriser l'inclusion de nombreuses cultures, langues et valeurs avec lesquelles nous ne sommes peut-être pas familiers », a-t-elle ajouté.

Selon Mme Surkan, le vrai défi de nos sociétés rurales est d'être inclusif après avoir été homogène pendant si longtemps.

Pour y parvenir, Mme Surkan croit qu'une communauté doit d'abord approfondir sa compréhension de la « collectivité » au-delà de sa simple forme physique. Elle doit aussi comprendre son importance et élaborer des stratégies pour assurer sa survie.

Mme Surkan a également souligné l'importance de comprendre que nos collectivités rurales sont des milieux de vie essentiels où des gens ont le sentiment de pouvoir partager un « avenir commun », où ils ont une influence, où ils travaillent ensemble à l'élaboration de systèmes de valeurs communs.

Ce faisant, nous serions en mesure de trouver, selon elle, des façons plus efficaces et élégantes de soutenir le processus de développement et de viabilité communautaire.

Outre les valeurs d'inclusivité et de respect de la diversité, Mme Surkan a parlé de la nécessité pour les collectivités de rétablir et de renforcer un climat de confiance et de collaboration.

« Nous devons faire preuve de collaboration plutôt que d'adversité, a dit Mme Surkan. Pour un grand nombre d'entre nous, particulièrement ici dans l'ouest, il s'est écoulé une seule génération depuis l'époque où nous nous regroupions pour aider les autres à construire leurs étables, pour participer à la construction du premier lieu de culte de notre collectivité ou pour mettre en commun nos ressources en vue d'aider les moins bien nantis de notre collectivité. »

Mme Surkan a ajouté que la collaboration et l'entraide comptent parmi les principales valeurs qui témoignent de l'importance des communautés rurales.

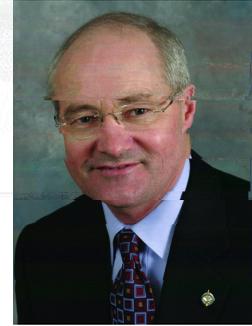
« Par le passé, une part importante de ce que nous avons accompli dépendait de notre capacité à faire confiance aux autres. La confiance est un catalyseur remarquable. » Mme Surkan, a donné à titre d'exemple le Central Alberta Economic Partnership, un organisme composé de plus de quarante collectivités du centre de l'Alberta qui se sont regroupées à l'origine pour travailler à l'élaboration de stratégies de développement économique.

Ce regroupement de collectivités a dû apprendre à laisser de côté le comportement compétitif pour adopter l'idée d'un avenir commun, a ajouté Mme Surkan.

Il s'agit là d'un bon exemple où les collectivités ont compris l'importance de travailler ensemble. Le succès dépend de la capacité des collectivités de se supporter mutuellement et de faire front commun, a conclu Mme Surkan.

Les Canadiens vivant en milieu rural donnent leur point de vue à Red Deer.

Un message de l'honorable Wayne Easter, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, particulièrement chargé du Développement rural



Le Canada rural: là où il y a du cœur et de l'espoir.

« On nous a offert des emplois partout au Canada, mais nous restons ici où il y a du cœur et de l'espoir. »

Ce très beau commentaire a été fait par un participant de la troisième Conférence rurale nationale tenue à Red Deer, en Alberta, en octobre 2004. Ces paroles reflètent la passion des Canadiens et des Canadiennes des régions rurales à l'égard de ces endroits uniques que nous appelons le « Canada rural ».

Nous avons été témoins de cette passion durant la conférence de Red Deer. Nous avons également été témoins d'un enthousiasme, d'une motivation et d'une volonté de trouver des façons d'agir et d'élaborer des stratégies en vue de soutenir et renforcer le Canada rural. C'est ce genre d'effort humain positif et avant-gardiste qui fera la différence dans le Canada rural.

La Conférence rurale nationale portait sur cinq sujets d'importance pour le Canada rural : l'entrepreneuriat, le renforcement des capacités communautaires, l'infrastructure, les problèmes des régions nordiques et la jeunesse. Les participants ont discuté des projets en cours dans leurs collectivités, des facteurs qui contribuent à leur succès et des mesures qui pourraient être prises pour mieux soutenir ces initiatives et d'autres semblables.

Ils ont parlé du besoin de collaborer, d'établir des partenariats et de communiquer dans les collectivités et entre elles, ainsi que de la valeur des coopératives dans les collectivités rurales. Ils ont également discuté de l'importance d'avoir accès à des programmes gouvernementaux stables et à long terme sur lesquels les collectivités rurales pourraient compter, de même que de l'information de qualité qu'elles pourraient utiliser aux fins de planification. Une meilleure compréhension et une sensibilisation accrue des citoyens à l'égard de l'interdépendance du Canada rural et urbain ont également été soulevées.

La présence des jeunes provenant des collectivités rurales s'est fait sentir tout au long de la conférence. Le tout a débuté par la tenue d'un forum jeunesse organisé par le Réseau national de la jeunesse rurale, et ils ont continué à se faire entendre durant tout le week-end. Leur message était clair et sincère: les jeunes ne veulent pas seulement être écoutés par le gouvernement; ils veulent avoir les outils nécessaires pour être des leaders dans leurs communautés. Ils ont aussi insisté sur le fait que les programmes destinés aux jeunes doivent être élaborés avec des jeunes, et non seulement pour des jeunes.

Le message des résidents du Nord était également très clair: les collectivités nordiques sont confrontées à de nombreux défis, mais ses habitants ont la créativité et l'esprit d'initiative nécessaires pour les surmonter. Ils sont également de grands producteurs de richesses qui profitent à l'ensemble du Canada. Les résidents du Nord demandent aux gouvernements de leur fournir les outils et le soutien dont ils ont besoin pour concrétiser la vision qu'ils ont de leur collectivité. Les habitants du Nord ont parlé de la nécessité d'avoir des programmes d'infrastructure adaptés à leurs besoins, une gouvernance simplifiée, ainsi que de l'importance pour tous les ordres de gouvernement de travailler ensemble et de mettre en commun l'information. Ils ont également parlé de la nécessité pour les administrations municipales de travailler à l'atteinte d'objectifs communs pour leur collectivité et pour leur région.

Comme je l'ai dit dans mon mot de la fin à Red Deer, le Canada rural est le tissu qui maintient l'unité de notre pays. Nous allons continuer à développer nos collectivités du Canada rural parce que nous méritons d'avoir notre part et parce que nous sommes des producteurs de richesses pour notre pays. Ensemble, nous allons bâtir sur ce que nous avons et nous prendrons des mesures pour créer des collectivités rurales viables – où il y a du cœur et de l'espoir.



Projet Harmonie inter-communauté : ensemble contre nos préjugés

par Sophie Cléroux et Sonia Tengelsen

Dans la région de la Gaspésie, la communauté autochtone anglophone de Listuguj et la communauté non autochtone francophone de Pointe-à-la-Croix sont géographiquement séparées que par une route. Cette proximité géographique, jumelée à la disparité culturelle des deux collectivités, amenaient de façon récurrente des problèmes de racisme, d'intimidation et de harcèlement. Soucieuse de réconcilier les deux parties, la maison des jeunes L'Accès-Jeunes de Pointe-à-la-Croix, en collaboration avec le Département des services éducatifs de Listuguj, a mis sur pied le projet Harmonie inter-communauté.



L'initiative a débuté par l'embauche d'un coordonnateur pour faire le pont entre les deux communautés. Un comité, constitué de représentants de la Sûreté du Québec, de la Police amérindienne, du Conseil de bande, de la Municipalité de Pointe-à-la-Croix, des services sociaux, des écoles et des maisons de jeunes, a également été formé afin de favoriser les relations entre les leaders et les intervenants des deux communautés. Le comité a réussi à établir un consensus autour des problématiques liées aux jeunes, ainsi qu'à élaborer et à actualiser un plan d'action axé sur des activités préventives, éducatives, sociales et culturelles.

Ainsi, quelque 700 jeunes de 5 à 19 ans ont bénéficié de l'initiative qui inclut la préparation d'un traité entre des élèves et des ateliers de



sensibilisation sur le racisme. Ces activités ont permis une plus grande connaissance et acceptation de leurs cultures respectives, favorisant un rapprochement entre les gens et des relations plus saines entre les communautés.

À la suite du projet, on a constaté une diminution des comportements racistes, des tensions sociales et de la violence verbale et physique chez les jeunes. « Avant le projet, il n'était pas rare qu'une vingtaine de jeunes autochtones intimident des jeunes non autochtones pour s'approprier le parc de planches à roulettes où ils se trouvaient, et que ceux-ci rétorquent en volant et en faisant du vandalisme dans la communauté autochtone. Grâce à ce projet, cette forme d'intimidation et de violence a beaucoup diminuée, » a déclaré Mme Dominique Bouchard, initiatrice du projet. On a également remarqué une meilleure communication entre les différents services et intervenants des deux communautés.

Harmonie inter-communauté a su rassembler un grand nombre de partenaires, dont la Stratégie nationale pour la prévention du crime de Sécurité publique et Protection civile Canada, en collaboration avec la Sécurité publique du Québec. En 2003, l'initiative a d'ailleurs reçu le Prix d'Excellence du Réseau québécois de Villes et Villages en santé, à titre de projet s'étant distingué entre autres pour la concertation entre ses différents partenaires.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Pierre Vicaire, coordonnateur du projet, au (506) 789-3152.

Le transfert des connaissances dans les régions : au coeur de Partenariat innovation forêt

L'innovation représente un enjeu clé pour l'avenir des collectivités forestières du Québec. Pour atteindre ce but, les centres de recherche doivent favoriser un meilleur accès à leur expertise. En ce sens, Partenariat innovation forêt se veut une réponse aux besoins exprimés par les régions forestières du Québec et leurs collectivités en encourageant l'innovation dans la gestion des forêts grâce à un transfert plus efficace des connaissances entre les chercheurs et les utilisateurs. Cette alliance stratégique formée par le Service canadien des forêts (SCF), FERIC et Forintek Canada Corp. est rendue possible par l'appui financier de Développement économique Canada.



Atelier sur la lutte contre le charançon et la rouille du pin blanc, Béarn, septembre 2004

Concrètement, Partenariat innovation forêt s'adresse aux intervenants intéressés par la recherche, le développement et le transfert de connaissances et de technologies. Il vise à rejoindre les petites et moyennes entreprises (PME) telles que les coopératives forestières, les groupements forestiers, les entrepreneurs forestiers et les centres de production d'arbres de semis qui sont surtout localisées en milieu rural.



Atelier sur la lutte contre le charançon et la rouille du pin blanc, Mont-Laurier, septembre 2004

Les connaissances obtenues grâce à des travaux de recherche réalisés par le SCF, FERIC ou Forintek sont transférées au moyen de démonstrations en forêt données par des chercheurs, des colloques, des vidéoconférences, des revues spécialisées et des activités de formation.

Pour rejoindre efficacement les intervenants forestiers, Partenariat innovation forêt s'appuie sur un réseau de partenaires régionaux. Ce réseau est constitué d'une quinzaine d'organismes dotés d'une expertise reconnue en foresterie dont des associations forestières, des établissements d'enseignement et des organismes voués au transfert de connaissances. Le rôle des partenaires régionaux est de faciliter la mise en oeuvre des activités de Partenariat innovation forêt dans leur milieu respectif, mais aussi de relayer les préoccupations des régions vers Partenariat innovation forêt.

Parmi les activités les plus populaires figurent les ateliers sur la lutte contre le charançon du pin blanc et la rouille vésiculeuse du pin blanc qui ont eu lieu en 2003 et en 2004 dans plusieurs régions : Abitibi-Témiscamingue, Estrie, Montérégie, Lanaudière, Laurentides, Mauricie et Outaouais. Cette activité visait à faire connaître les techniques sylvicoles élaborées par les chercheurs du SCF pour lutter contre ces organismes nuisibles. Chaque atelier d'une demi-journée a attiré notamment des ingénieurs et des techniciens forestiers travaillant en forêt privée. Ces personnes disposent maintenant de l'information nécessaire pour adopter ces techniques novatrices dans leurs activités d'exploitation forestière.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Partenariat innovation forêt au (418) 648-5254 ou visitez son site Internet à l'adresse www.partenariat.qc.ca.

SCF: Service canadien des forêts de Ressources naturelles Canada

FERIC: Institut canadien de recherches en génie forestier

Forintek Canada Corp: Institut national de recherche sur les produits du bois du Canada

par Chantal Turbis, Service canadien des forêts
photo: Serge Leblanc, Partenariat innovation forêt

Les CRHC-E ouvriront bientôt leurs portes

Les Centres de ressources humaines du Canada pour étudiants (CRHC-E) ouvriront leurs portes à compter du 2 mai 2005 pour la plupart. Chaque été, depuis maintenant 37 ans, plus de 250 étudiants travaillent au sein des quelque 90 points de service répartis à l'échelle du Québec. Ces jeunes aident d'autres jeunes aux études à trouver un emploi d'été.

Les CRHC-E invitent les employeurs et les propriétaires d'entreprise à offrir un emploi à un étudiant cet été. Vous avez besoin d'un employé à temps plein ou de quelqu'un qui serait prêt à consacrer quelques heures à faire de menus travaux dans votre maison ou votre entreprise? Nous connaissons des étudiants qualifiés qui sont impatients de travailler.

Une visite au CRHC-E permet aux étudiants d'obtenir de l'aide pour la rédaction de leur curriculum vitae (CV) et de consulter les offres d'emploi de leur région ou de partout au Canada. Il leur sera même possible de participer à une simulation d'entrevue.

L'une des priorités des CRHC-E est de créer des occasions d'emploi pour les clients ayant des besoins particuliers, comme les étudiants handicapés ou ceux qui doivent surmonter des obstacles à l'emploi.



Au cours de l'été 2004, les CRHC-E ont inscrit 52 724 offres d'emploi dont 50 577 ont été comblées. L'équipe des agents d'emploi d'été a effectué plusieurs interventions dans la collectivité auprès de différents organismes et institutions scolaires. Plus de 2 655 séances d'information de groupe ont été organisées.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les programmes et services de la Stratégie emploi jeunesse du gouvernement du Canada, utilisez la ligne Info-jeunesse sans frais au numéro 1 800 935-5555 ou visitez notre site Internet à <http://www.jeunesse.gc.ca>.

L'économie sociale : une priorité pour le gouvernement du Canada

Lors de l'annonce du budget de mars 2004, le gouvernement du Canada formulait sa volonté d'aider les entreprises d'économie sociale en leur permettant entre autres de bénéficier des programmes fédéraux offerts aux petites entreprises. Le gouvernement prévoyait aussi l'attribution d'un nouveau financement par l'entremise de programmes pilotes qui amélioreraient les capacités, le financement et la recherche dans le secteur de l'économie sociale.

Les entreprises d'économie sociale produisent et vendent des biens et des services pour l'économie de marché. Toutefois, elles gèrent leurs activités et réaffectent leurs excédents de manière à appuyer des objectifs sociaux et communautaires comme la recherche de logements abordables, le perfectionnement des compétences, la promotion de la participation des citoyens et la recherche de solutions à des problèmes environnementaux locaux.

Le secteur de l'économie sociale connaît un essor constant au Québec. Il est constitué de plus de 7 150 entreprises (coopératives et organismes sans but lucratif) qui réalisent un chiffre d'affaires de 17,2 milliards de dollars et emploient 124 000 personnes.

Pour soutenir l'économie sociale, le gouvernement du Canada investira :

- > 17 millions de dollars sur deux ans pour un programme pilote sur le renforcement des capacités qui sera lancé au printemps, dont 5,1 millions pour les organismes de soutien aux entreprises d'économie sociale du Québec ;
- > 100 millions de dollars sur cinq ans pour financer des entreprises d'économie sociale, dont 30 millions pour celles du Québec ;
- > 15 millions de dollars sur cinq ans au Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour appuyer des travaux de recherche en économie sociale.

Ces initiatives ont été planifiées et mises en oeuvre de concert avec le secteur de l'économie sociale au Québec, afin qu'elles complètent les activités des principaux organismes du secteur et celles du gouvernement provincial.

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur ce nouveau programme auprès du bureau de Développement économique Canada de votre région. Vous trouverez les coordonnées de ces bureaux sur le site Internet : www.dec-ccd.gc.ca.

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRAMMES ET LES SERVICES DU GOUVERNEMENT DU CANADA:

1 800 0-CANADA (1-800-622-6232)
ATS: 1 800 465-7735
Internet: www.canada.gc.ca

Centres d'accès Service Canada

Dominique Richer
Coordonnatrice/rédactrice en chef du bulletin
Tél.: (418) 648-4820 poste 319
Télec.: (418) 648-7342
Courriel: richerdo@agr.gc.ca

Si vous avez une idée de reportage, une lettre à adresser au rédacteur ou que vous tenez à recevoir un exemplaire du bulletin, adressez-vous au :

Secrétariat rural
901, rue du Cap-Diamant, pièce 350-4
Québec, (Québec) G1K 4K1
Site Internet: www.rural.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique sur Internet à l'adresse suivante: www.rural.gc.ca/team/qc/quebec_f.phtml

ISSN 1710-2596
AAC no. 66068895B
©Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2005

Horizon rural est une publication semestrielle de l'Équipe rurale du Québec, pour les citoyens des régions rurales et éloignées du Québec.